
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 NOVEMBRE 1922.

Projet de loi

approuvant les deux traités conclus le 6 février 1922 à Washington entre les États-Unis d'Amérique, la Belgique, l'Empire Britannique, la Chine, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas et le Portugal dans le but d'accroître les revenus du Gouvernement chinois, de stabiliser les conditions de l'Extrême-Orient, de sauvegarder les droits et les intérêts de la Chine et de développer les relations entre ce pays et les autres Puissances sur la base de l'égalité des chances.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations, un projet de loi destiné à approuver les deux traités conclus à Washington, le 6 février dernier, entre les États-Unis d'Amérique, la Belgique, l'Empire Britannique, la Chine, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas et le Portugal.

Ces traités sont le résultat des travaux d'une commission dont les membres se sont mis d'accord pour jeter les bases de la politique à adopter vis-à-vis de la Chine.

Dans le premier traité, ils ont déclaré leur ferme intention :

1° de respecter la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité territoriale et administrative de la Chine ;

2° d'aider la Chine à se donner un Gouvernement stable et efficace ;

3° d'user de leur influence pour assurer, en territoire chinois, des chances égales au commerce et à l'industrie de toutes les nations ;

4° de s'abstenir de rechercher des droits ou des avantages spéciaux pouvant porter atteinte aux droits des ressortissants des pays amis, ou de favoriser toute action constituant une menace pour la sécurité desdits États amis.

Le principe de la porte ouverte ainsi établi, les délégués des neuf Puis-

sances ont adopté une résolution qui implique l'obligation de ne pas rechercher :

a) la conclusion d'accords tendant à établir en leur faveur des droits généraux supérieurs à ceux des autres d'un caractère économique ou commercial, dans une région déterminée de la Chine ;

b) l'obtention de monopoles ou traitements préférentiels dans des branches de l'activité commerciale ou industrielle ou à propos d'entreprises ayant un caractère public ou qui, en raison de leur portée, de leur durée ou de leur étendue territoriale, seraient de nature à porter atteinte au principe de la chance égale.

Le second traité a pour but d'accroître les revenus du Gouvernement chinois et prévoit à cet effet, la revision de son tarif des douanes.

La réunion d'une commission a été décidée en vue de procéder à la revision des bases d'évaluation du tarif douanier, de façon à ce que le taux des droits soit équivalent à 5 p. c. effectif *ad valorem*, comme il est prévu dans les deux traités commerciaux auxquels la Chine est partie.

De même une Conférence spéciale, qui sera convoquée sur l'initiative de la Chine et qui sera composée des Représentants des Puissances signataires ou adhérentes, se réunira à Péking pour examiner la possibilité d'abolir les likins et de relever le tarif douanier chinois. En attendant le résultat de cet examen, cette Conférence, qui se réunira probablement au printemps de l'année prochaine, autorisera une surtaxe de 2 1/2 p. c. *ad valorem* qui pourra être portée jusqu'à 5 p. c. pour les objets de luxe.

Nous ne pouvons que nous féliciter de ce que ces deux traités, tout en procurant de nouvelles ressources à la Chine, aient consacré à nouveau et aient renforcé le principe de la porte ouverte sur ce très important marché.

La Belgique peut ainsi espérer trouver dans les vastes territoires chinois, un débouché de plus en plus important pour son activité industrielle et commerciale, tout en contribuant au développement d'un pays où nos compatriotes ont toujours reçu le meilleur accueil.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HENRI JASPAR.

CONVENTION

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, LA BELGIQUE, L'EMPIRE BRITANNIQUE, LA CHINE, LA FRANCE, L'ITALIE, LE JAPON, LES PAYS-BAS ET LE PORTUGAL :

Dans le but d'accroître les revenus du Gouvernement chinois, ont convenu de conclure un traité touchant la revision du tarif des douanes chinoises et autres matières connexes, et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Charles EVANS HUGHES,
Henry CABOT LODGE,
Oscar W. UNDERWOOD,
Elihu ROOT, citoyens des États-Unis;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Le BARON DE CARTIER DE MARCHIENNE, Commandeur de l'Ordre de Léopold et de l'Ordre de la Couronne, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire à Washington.

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

Le Très Honorable Arthur James BALFOUR, O. M., M. P., Lord Président du Conseil du Roi;

Le Très Honorable Baron LEE OF FARBHAM, G. B. E., K. C. B., Premier Lord de l'Amirauté;

Le Très Honorable Sir AUCKLAND CAMPBELL GEDDES, K. C. B., Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire aux États-Unis d'Amérique;

et pour le Dominion du Canada :

Le Très Honorable Sir Robert LAIRD BORDEN, G. C. M. G.; K. C.;
pour le Commonwealth d'Australie :

Le Très Honorable George FOSTER PEARCE, Sénateur, Ministre de l'Intérieur et des Territoires;

pour le Dominion de la Nouvelle-Zélande :

L'Honorable Sir John WILLIAM SALMOND, K. C., Juge à la Cour Suprême de Nouvelle-Zélande ;

pour l'Union Sud-Africaine :

Le Très Honorable Arthur James BALFOUR, O. M., M. P. ;

pour l'Inde :

Le Très Honorable Valingman SANKARANARAYANA SRINIVASA SASTRI, Membre du Conseil d'État de l'Inde ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE :

M. SAO-KE Alfred Sze, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Washington ;

M. V. K. WELLINGTON Koo, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Londres ;

M. Chung-Hui WANG, ancien Ministre de la Justice ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Albert SARRAUT, Député, Ministre des Colonies ;

M. Jules J. JUSSERAND, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près le Président des Etats-Unis d'Amérique, Grand Croix de l'Ordre National de la Légion d'Honneur ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

L'Honorable Carlo SCHANZER, Sénateur du Royaume ;

L'Honorable Vittorio Rolandi Ricci, Sénateur du Royaume, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire à Washington ;

L'Honorable Luigi ALBERTINI, Sénateur du Royaume ;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

Le Baron Tomosaburo KATO, Ministre de la Marine, Junii, Membre de la Première Classe de l'Ordre Impérial du Grand Cordon du Soleil Levant avec la Fleur de Paulonia ;

Le Baron Kijuro SHIDEHARA, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire à Washington, Joshii, Membre de la Première Classe de l'Ordre Impérial du Soleil Levant ;

M. Masanao HANIHARA, Vice-Ministre des Affaires Étrangères, Jushii, Membre de la Seconde Classe de l'Ordre Impérial du Soleil Levant ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Le Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire ;

Le Jonkheer Willem Hendrik DE BEAUFORT, Ministre Plénipotentiaire
Chargé d'Affaires à Washington;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

M. José Francisco DE HORTA MACHADO DA FRANCA, Vicomte d'Alte, Envoyé
Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Washington;

M. Ernesto Julio DE CARVALHO E VASCONCELOS, Capitaine de Vaisseau,
Directeur Technique du Ministère des Colonies;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et
due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

ARTICLE I.

Les représentants des Puissances Contractantes ayant adopté le 4 février 1922 à Washington la résolution annexée au présent article au sujet de la revision du tarif des douanes chinoises, afin que le taux des droits soit équivalent à 5 p. c. effectif *ad valorem*, comme il est prévu dans les traités existant entre la Chine et les autres pays, les Puissances contractantes déclarent confirmer ladite résolution et s'engagent à accepter les taux résultant de cette revision qui entreront en vigueur aussitôt que possible après l'expiration d'un délai de deux mois après leur publication.

ANNEXE.

En vue de créer des revenus additionnels destinés à faire face aux besoins du Gouvernement chinois, les Puissances représentées à la Conférence, à savoir : les États-Unis d'Amérique, la Belgique, l'Empire Britannique, la Chine, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas et le Portugal sont convenues de ce qui suit :

Le tarif des droits de douane à l'importation en Chine adopté le 19 décembre 1918 à Shangaï par la Commission de Revision du Tarif sera immédiatement révisé afin que le taux des droits soit équivalent à 5 p. c. effectif *ad valorem*, comme il est prévu dans divers traités commerciaux auxquels la Chine est partie.

Une Commission de revision se réunira à Shanghai à une date aussi rapprochée que possible pour effectuer cette revision sans retard et suivant les lignes générales de la dernière revision.

Cette Commission se composera de représentants des Puissances précitées et de représentants de toutes autres Puissances désirant siéger dans cette Commission dont le Gouvernement est actuellement reconnu par les Puissances participant à la présente Conférence et dont les traités avec la Chine comportent un tarif d'importation et d'exportation ne devant pas dépasser 5 p. c. *ad valorem*.

La revision se fera aussi rapidement que possible de manière à être

terminée dans les quatre mois qui suivront la date de l'adoption de la dite résolution par la Conférence de Washington.

Le tarif révisé entrera en vigueur aussitôt que possible après l'expiration d'un délai de deux mois consécutifs à la publication dudit tarif par la Commission de Revision.

Le Gouvernement des États-Unis qui a convoqué la présente Conférence est invité en cette qualité à communiquer immédiatement les termes de la présente résolution aux Gouvernements des Puissances qui, quoique non représentées à la dite Conférence, ont participé à la revision du tarif de 1918.

ARTICLE II.

Une Conférence spéciale sera chargée de prendre immédiatement les mesures nécessaires en vue de préparer l'abolition, dans le plus bref délai, des likins, ainsi que la réalisation des autres conditions mises par l'article VIII du traité entre la Grande-Bretagne et la Chine du 5 septembre 1902 et par les articles IV et V du traité du 8 octobre 1903 entre les États-Unis et la Chine et par l'article I du traité supplémentaire du 8 octobre 1903 entre le Japon et la Chine, à la perception des surtaxes prévues auxdits articles.

La Conférence spéciale sera composée de représentants tant des Puissances signataires que de celles qui, désirant participer aux travaux de cette Conférence, adhèreraient au présent Traité conformément aux dispositions de l'article VIII en temps utile pour que leurs représentants soient en mesure de prendre part à ces travaux. Elle se réunira en Chine dans les trois mois après l'entrée en vigueur du présent Traité, au lieu et à la date qui seront fixés par le Gouvernement chinois.

ARTICLE III.

La Conférence spéciale prévue à l'article II étudiera les dispositions provisoires à appliquer jusqu'à l'abolition des likins et la réalisation des autres conditions stipulées aux articles des traités mentionnés à l'article II; elle autorisera la perception d'une surtaxe sur les importations soumises aux droits. La Conférence décidera à partir de quelle date, pour quelles destinations et dans quelles conditions cette surtaxe sera perçue.

La surtaxe sera fixée à un taux uniforme de 2 1/2 p. c. *ad valorem*, sauf pour certains articles de luxe susceptibles, d'après la Conférence spéciale, de supporter sans que cela constitue une entrave sérieuse au commerce une augmentation plus élevée. Dans ce dernier cas, la surtaxe pourra être plus élevée sans dépasser toutefois 5 p. c. *ad valorem*.

ARTICLE IV.

La revision immédiate du tarif des droits de douane à l'importation en Chine, prévue à l'article I sera suivie d'une nouvelle revision qui portera effet à l'expiration d'une période de quatre années à partir de l'achèvement

de la revision immédiate prévue ci-dessus, de façon à assurer que les droits de douane correspondront effectivement aux taux *ad valorem* fixés par la Conférence spéciale prévue à l'article II.

Après cette nouvelle revision et dans le même but défini ci-dessus, des revisions périodiques du tarif des droits de douane à l'importation en Chine auront lieu tous les sept ans. Ces revisions remplaceront les revisions décennales prévues par les traités actuels avec la Chine.

En vue d'éviter des retards, les revisions prévues au présent article seront effectuées selon des règles à déterminer par la Conférence spéciale de l'article II.

ARTICLE V.

Pour toutes questions relatives aux droits de douane, il y aura égalité absolue de traitement et de chances pour toutes les Puissances Contractantes.

ARTICLE VI.

Le principe de l'uniformité des droits de douane perçus sur toutes les frontières terrestres ou maritimes de la Chine est reconnu. La Conférence spéciale prévue à l'article II sera chargée d'arrêter les dispositions nécessaires à la mise en application de ce principe. Elle aura le pouvoir d'autoriser tels ajustements qui paraîtraient équitables dans les cas où le droit préférentiel à abolir avait été consenti comme contre-partie de quelque avantage économique se référant à des considérations locales.

Dans l'intervalle tous relèvements du taux des droits de douane ou surtaxes imposées à l'avenir en application du présent traité, seront perçus à un taux uniforme *ad valorem* sur toutes frontières terrestres ou maritimes de la Chine.

ARTICLE VII.

Jusqu'au moment où les mesures visées à l'article II seront entrées en vigueur, le taux des permis de transit sera fixé à 2 1/2 p. c. *ad valorem*.

ARTICLE VIII.

Les Puissances non signataires au présent Traité, dont le Gouvernement est actuellement reconnu par les Puissances signataires et dont les traités actuels avec la Chine prévoient un tarif à l'importation et à l'exportation ne dépassent pas 5 p. c. *ad valorem*, seront invités à adhérer au dit traité.

Le Gouvernement des États-Unis s'engage à faire les communications nécessaires à cet effet et à informer les Gouvernements des Puissances Contractantes des réponses reçues. L'adhésion des Puissances deviendra effective dès réception des notifications par le Gouvernement des États-Unis.

ARTICLE IX.

Les dispositions du présent traité prévaudront sur toutes stipulations contraires des traités entre la Chine et les Puissances Contractantes, à

l'exception des stipulations comportant le bénéfice du traitement de la nation la plus favorisée.

ARTICLE X.

Le présent traité sera ratifié par les Puissances Contractantes selon les procédures constitutionnelles auxquelles elles sont respectivement tenues. Il prendra effet à la date du dépôt de toutes les ratifications, dépôt qui sera effectué à Washington le plus tôt qu'il sera possible. Le Gouvernement des États-Unis remettra aux autres Puissances Contractantes une copie authentique du procès-verbal de dépôt des ratifications.

Le présent traité, dont les textes français et anglais feront foi, restera déposé dans les archives du Gouvernement des États-Unis; des expéditions authentiques en seront remises par ce Gouvernement aux autres Puissances Contractantes.

En FOI DE QUOI les Plénipotentiaires sus-nommés ont signé le présent Traité.

Fait à Washington, le six février mil neuf cent vingt-deux.

	Charles EVANS HUGHES	(L. S.)
	Henry CABOT LODGE	(L. S.)
	Oscar W. UNDERWOOD	(L. S.)
	Elihu ROOT	(L. S.)
	BARON DE CARTIER DE MARCHELLE	(L. S.)
(L. S.)	Arthur James BALFOUR	
(L. S.)	LEE OF FAHERAM	
(L. S.)	A. C. GEDDES	
(L. S.)	R. L. BORDEN	
(L. S.)	G. F. PEARCE	
(L. S.)	John W. SALMOND	
(L. S.)	Arthur James BALFOUR	
(L. S.)	V. S. SRINIVASA SASTRI	
	Sao-Re Alfred SZE	(L. S.)
	V. K. Wellington KOO	(L. S.)
	CHUNG-HUI WANG	(L. S.)
	A. SARRAUT	(L. S.)
	JUSSELAND	(L. S.)
	Carlo SCHANZER	(L. S.)
	V. Rolandi RICCI	(L. S.)
	Luigi ALBERTINI	(L. S.)
(L. S.)	T. KATO	
(L. S.)	K. SHIDEHARA	
(L. S.)	M. HANIHARA	
(L. S.)	BEELAERTS VAN BLOKLAND	
(L. S.)	W. DE BEAUFORT	
(L. S.)	ALTE	
(L. S.)	Ernesto DE VASCONCELLOS	

CONVENTION

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, LA BELGIQUE, L'EMPIRE BRITANNIQUE, LA CHINE, LA FRANCE, L'ITALIE, LE JAPON, LES PAYS-BAS ET LE PORTUGAL :

Désireux d'adopter une politique de nature à stabiliser les conditions de l'Extrême Orient, à sauvegarder les droits et intérêts de la Chine et à développer les relations entre la Chine et les autres Puissances sur la base de l'égalité des chances;

Ont décidé de conclure un traité à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires respectifs :

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Charles EVANS HUGHES,
Henry CABOT LODGE,
Oscar W. UNDERWOOD,
Elihu ROOT, citoyens des États-Unis;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Le baron DE CARTIER DE MARCIENNE, Commandeur de l'Ordre de Léopold et de l'Ordre de la Couronne, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire à Washington;

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

Le Très Honorable Arthur James BALFOUR, O. M., M. P., Lord Président du Conseil du Roi;

Le Très Honorable Baron LEE OF FAREHAM, G. B. E., K. C. B., Premier Lord de l'Amirauté;

Le Très Honorable Sir AUCKLAND CAMPBELL GEDDES, K. C. B., Son Ambassadeur Extraordinaire et plénipotentiaire aux États-Unis d'Amérique; et pour le Dominion du Canada :

Le Très Honorable Sir Robert LAIRD BORDEN, G. C. M., G., K. C.; pour le Commonwealth d'Australie :

Le Très Honorable George FOSTER PEARCE, Sénateur, Ministre de l'Intérieur et des Territoires;

pour le Dominion de la Nouvelle-Zélande :

L'Honorable Sir John WILLIAM SALMOND, K. C., Juge à la Cour Suprême de Nouvelle-Zélande ;

pour l'Union Sud-Africaine :

Le Très Honorable Arthur James BALFOUR, O. M., M. P. ;
pour l'Inde :

Le Très Honorable Valingman SANKARANARAYANA SRINIVASA SASTRI, Membre du Conseil d'État de l'Inde ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE :

M. SAO-K~~E~~ Alfred SZE, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Washington ;

M. V. K. WELLINGTON KOO, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Londres ;

M. CHUNG-HEI WANG, ancien Ministre de la Justice ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Albert SARRAUT, Député, Ministre des Colonies ;

M. Jules J. JUSSERAND, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près le Président des États-Unis d'Amérique, Grand Croix de l'Ordre National de la Légion d'Honneur ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

L'Honorable Carlo SCHANZER, Sénateur du Royaume ;

L'Honorable Vittorio Rolandi RICCI, Sénateur du Royaume, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire à Washington ;

L'Honorable Luigi ALBERTINI, Sénateur du Royaume ;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

Le Baron Tomosaburo KATO, Ministre de la Marine, Junii, Membre de la Première Classe de l'Ordre Impérial du Grand Cordon du Soleil Levant avec la Fleur de Paulonia ;

Le Baron Kijuro SHIDEHARA, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire à Washington, Joshii, Membre de la Première Classe de l'Ordre Impérial du Soleil Levant ;

M. Masanao HANIHARA, Vice-Ministre des Affaires Étrangères, Jushii, Membre de la Seconde Classe de l'Ordre Impérial du Soleil Levant ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Le Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire ;

Le Jonkheer Willem Hendrik DE BEAUFORT, Ministre Plénipotentiaire, Chargé d'Affaires à Washington ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

M. José Francisco de Horta Machado da Franca, Vicomte d'Alte, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Washington ;

M. Ernesto Julio de Carvalho e Vasconcelos, Capitaine de Vaisseau, Directeur Technique du Ministère des Colonies ;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme ont convenu des dispositions suivantes :

ARTICLE I.

Les Puissances Contractantes, autres que la Chine, conviennent :

1° de respecter la souveraineté et l'indépendance ainsi que l'intégrité territoriale et administrative de la Chine ;

2° d'offrir à la Chine, de la manière la plus complète et la plus libre d'entraves, la possibilité de s'assurer les avantages permanents d'un Gouvernement stable et efficace ;

3° d'user de leur influence en vue d'établir effectivement et de maintenir en application sur tout le territoire de la Chine le principe de la chance égale pour le commerce et l'industrie de toutes les nations ;

4) de s'abstenir de tirer avantage des circonstances en Chine pour rechercher des droits ou privilèges spéciaux susceptibles de porter atteinte aux droits des ressortissants d'États amis ; elles s'abstiendront également de favoriser toute action constituant une menace pour la sécurité des dits États amis.

ARTICLE II.

Les Puissances Contractantes conviennent de ne participer à aucun traité, accord, arrangement ou entente soit conclus entre elles, soit conclus séparément ou collectivement avec une ou plusieurs Puissances, qui porterait atteinte ou contreviendrait aux principes déclarés dans l'Article I.

ARTICLE III.

En vue d'appliquer avec plus d'efficacité les principes de la porte ouverte ou de la chance égale pour le commerce et l'industrie de toutes les nations en Chine, les Puissances Contractantes autres que la Chine, conviennent de ne pas rechercher, ni aider leurs ressortissants à rechercher :

a) la conclusion d'accords qui tendraient à établir en faveur de leurs intérêts des droits généraux supérieurs à ceux des autres touchant le développement commercial ou économique dans une région déterminée de la Chine ;

b) l'obtention de monopoles ou traitements préférentiels de nature à priver les ressortissants d'autres puissances du droit d'entreprendre en Chine toute forme légitime de commerce ou d'industrie, ou de participer, soit avec le Gouvernement chinois, soit avec des autorités locales, à toute catégorie d'entreprises ayant un caractère public, ou de monopoles ou traitements préférentiels qui, en raison de leur portée, de leur durée ou de leur étendue

territoriale, seraient de nature à constituer en pratique une violation du principe de la chance égale. Toutefois le présent accord ne devra pas être interprété comme interdisant l'acquisition de tels biens ou droits qui pourraient être nécessaires soit à la conduite d'entreprises particulières commerciales, industrielles ou financières, soit à l'encouragement des inventions et recherches.

La Chine s'engage à adopter les principes ci-dessus comme guides en ce qui concerne la suite à donner aux demandes de droits et privilèges économiques de la part de Gouvernements ou ressortissants de tous pays étrangers, qu'ils soient ou non parties au présent Traité.

ARTICLE IV.

Les Puissances Contractantes conviennent de ne pas donner leur appui à des accords qui seraient conclus entre leurs ressortissants respectifs avec l'intention d'établir au profit de ces derniers des sphères d'influence ou de leur assurer des avantages exclusifs dans des régions déterminées du territoire chinois.

ARTICLE V.

La Chine s'engage à n'appliquer ni permettre, sur aucun chemin de fer chinois, aucune discrimination injuste d'aucune sorte. En particulier il ne devra pas y avoir de discrimination directe ou indirecte, quelle qu'elle soit, en matière de tarifs ou de facilités de transports, qui soit basée :

- soit sur la nationalité des voyageurs,
- soit sur le pays dont ils viennent, soit sur celui de leur destination,
- soit sur l'origine des marchandises, le caractère des propriétaires, ou le pays de provenance ou de destination ;
- soit sur la nationalité du navire ou sur le caractère du propriétaire du navire ou de tout autre moyen de transport à l'usage des voyageurs ou des marchandises, employé avant ou après le transport par un chemin de fer chinois.

Les autres Puissances Contractantes prennent de leur côté un engagement similaire concernant les lignes chinoises de chemin de fer sur lesquelles soit elles-mêmes, soit leurs ressortissants seraient en mesure d'exercer le contrôle en vertu d'une concession, d'un accord spécial ou autrement.

ARTICLE VI.

Les Puissances Contractantes, autres que la Chine, conviennent de respecter pleinement, au cours des guerres auxquelles la Chine ne participerait pas, les droits de cette dernière en tant que puissance neutre ; la Chine, d'autre part, déclare que lorsqu'elle sera neutre, elle observera les règles de la neutralité.

ARTICLE VII.

Les Puissances Contractantes conviennent que, dans le cas où une situation se produirait qui, dans l'opinion de l'une ou de l'autre d'entre elles, com-

porterait l'application des stipulations du présent Traité et en rendrait la discussion désirable, les Puissances Contractantes en cause échangeront à cet égard de franches et complètes communications.

ARTICLE VIII.

Les Puissances non-signataires au présent traité, dont le Gouvernement est reconnu par les Puissances signataires et qui ont des relations par traités avec la Chine, seront invitées à adhérer audit présent traité. Dans ce but le Gouvernement des États-Unis fera aux Puissances non-signataires les communications nécessaires; il informera les Puissances Contractantes des réponses reçues. L'adhésion de toute Puissance deviendra effective dès réception des notifications faites à cet égard par le Gouvernement des États-Unis.

ARTICLE IX.

Le présent Traité sera ratifié par les Puissances Contractantes selon les procédures constitutionnelles auxquelles elles sont respectivement tenues. Il prendra effet à la date du dépôt de toutes les ratifications, dépôt qui sera effectué à Washington, le plus tôt qu'il sera possible. Le Gouvernement des États-Unis remettra aux autres Puissances Contractantes une copie authentique du procès-verbal de dépôt des ratifications.

Le présent Traité, dont les textes français et anglais feront foi, restera déposé dans les archives du Gouvernement des États-Unis; des expéditions authentiques en seront remises par ce Gouvernement aux autres Puissances Contractantes.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires sus-nommés ont signé le présent Traité.

Fait à Washington, le six février mil neuf cent vingt-deux.

Charles EVANS HUGHES	(L. S.)
Henry CABOT LODGE	(L. S.)
Oscar W. UNDERWOOD	(L. S.)
Elihu ROOT	(L. S.)
BARON DE CARTIER DE MARCHIENNE	(L. S.)
Arthur James BALFOUR	(L. S.)
LEE OF FAREHAM	(L. S.)
A. C. GEDDES	(L. L.)
R. L. BORDEN	(L. S.)
G. F. PEARCE	(L. S.)
John W. SALMOND	(L. L.)
Arthur James BALFOUR	(L. S.)
V. S. SRINIVASA SASTRI	(L. S.)

(L. S.)	Sao-Ke Alfred Sze	
(L. L.)	V. K. WELLINGTON KOU	
(L. S.)	CHUNG-HUI WANG	
(L. S.)	A. SARRAU	
(L. S.)	JUSSERAND	
(L. S.)	Carlo SCHANZER	
(L. S.)	V. Rolandi RICCI	
(L. S.)	Luigi ALBERTINI	
	T. KATO	(L. S.)
	K. SHIDEHARA	(L. S.)
	M. HANIHARA	(L. S.)
	BEELEAERTS VAN BLOKLAND	(L. S.)
	W. DE BEAUFORT	(L. S.)
	ALTE	(L. S.)
	Ernesto DE VASCONCELLOS	(L. S.)

(N° 12.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 NOVEMBER 1922.

Wetsontwerp

tot goedkeuring der twee verdragen op 6 Februari 1922 te Washington gesloten tusschen de Vereenigde Staten van Amerika, België, het Britsche Rijk, China, Frankrijk, Italië, Japan, Nederland en Portugal met het doel de inkomsten der Chineesche Regeering te vermeerderen, de toestanden in het Verre Oosten meer duurzaam te maken, de rechten en belangen van China te beschermen en de betrekkingen tusschen dit land en de andere Mogendheden op den grondslag van gelijke kansen te ontwikkelen.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Ingevolge de bevelen des Konings, heb ik de eer aan uwe beraadslagingen een wetsontwerp te onderwerpen tot goedkeuring der twee verdragen op 6 Februari l. l. te Washington gesloten tusschen de Vereenigde Staten van Amerika, België, het Britsche Rijk, China, Frankrijk, Italië, Japan, Nederland en Portugal.

Deze verdragen zijn het resultaat der werkzaamheden eener commissie wier leden het eens zijn geworden om de grondslagen te leggen der tegenover China aan te nemen politiek.

In het eerste verdrag hebben zij verklaard vast besloten te zijn :

1° De soevereiniteit en de onafhankelijkheid alsmede de territoriale en bestuurlijke onschendbaarheid van China te eerbiedigen ;

2° China te helpen zich een standvastige en krachtdadige regeering te geven ;

3° Hunnen invloed te gebruiken ten einde op Chineesch grondgebied gelijke kansen aan den handel en de nijverheid van alle volkeren te verzekeren ;

4° Zich er van te onthouden bijzondere rechten of voordeelen na te jagen, die afbreuk zouden kunnen doen aan de rechten der onderhoorigen van bevriende landen, of eenige handeling te bevoordeelen die eene bedreiging zou uitmaken voor de veiligheid van gezegde bevriende Staten.

Het beginsel der open deur aldus vastgesteld zijnde hebben de afgevaardigden der negen Mogendheden een besluit aangenomen dat de verplichting in zich sluit er niet naar te streven :

a) Overeenkomsten te sluiten die er zouden toe strekken hun meer algemeene rechten dan aan anderen te verleenen, van economischen of commercialen aard in een bepaalde streek van China;

b) Monopoliën of voorkeurbehandelingen te verkrijgen op gebied van handel of nijverheid of in eenige openbare onderneming of die uit hoofde van hunne draagwijdte, hunnen duur of hunne geographische uitgestrektheid van aard zouden zijn afbreuk te doen aan het beginsel der gelijke kansen.

Het tweede verdrag heeft voor doel de inkomsten der Chineesche Regeering te vermeerderen en voorziet te dien einde de herziening van haar toltarief. Er werd besloten eene Commissie bijeen te roepen belast met het herzien van de schattingsgrondslagen van het toltarief in dien zin dat de voet der rechten gelijkgesteld zal worden met een werkelijk bedrag van 5 t. h. *ad valorem*, zooals voorzien is in de twee handelsverdragen waarbij China partij is.

Evenzoo zal eene bijzondere Conferentie, die op initiatief van China zal bijeengeroepen worden en die zal bestaan uit Vertegenwoordigers der onderteekenende of toetredende Mogendheden, te Peking bijeenkomen om de mogelijkheid van het afschaffen der likins en het verhoogen van het Chineesche toltarief te onderzoeken. In afwachting van het resultaat van dit onderzoek zal de Conferentie, die waarschijnlijk in de Lente van het volgende jaar zal bijeenkomen, toelaten eene supertaxe van 2 1/2 t. h. *ad valorem*, die tot op 5 t. h. zal kunnen gebracht worden voor luxe-artikelen, te heffen.

Wij kunnen niet anders dan er ons over verheugen dat deze beide verdragen, terwijl zij aan China nieuwe bronnen van inkomsten zullen verschaffen, opnieuw het beginsel der open deur op deze zeer belangrijke markt bevestigd en zelfs versterkt hebben.

België mag aldus hopen in de uitgestrekte Chineesche grondgebieden een steeds belangrijker afzetgebied te vinden voor zijne nijverheid en zijnen handel, terwijl het tevens zal medewerken aan de ontwikkeling van een land waar onze landgenooten steeds het beste onthaal vonden.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HENRI JASPAR.



OVEREENKOMST

DE VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA, BELGIË, HET BRITSCHÉ RIJK, CHINA, FRANKRIJK, ITALIË, JAPAN, NEDERLAND EN PORTUGAL :

Hebben, met het doel de inkomsten der Chineesche Regeering te vermeerderen, besloten een verdrag te sluiten betreffende de herziening van het Chineesche tolltarief en andere daarmee verwante aangelegenheden, en hebben tot hunne gevolmachtigden benoemd :

DE PRESIDENT DER VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA :

Charles EVANS HUGHES,
Henry CABOT LODGE,
Oscar W. UNDERWOOD,
Elihu Root, burgers der Vereenigde Staten;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Baron DE CARTIER DE MARCHIENNE, Commandeur der Leopoldsorde en der Kroonorde, Zijnen Buitengewonen en Gevolmachtigden Ambassadeur te Washington;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN HET VEREENIGD KONINKRIJK GROOT-BRITTANNIË EN IERLAND EN DER OVERZEESCHE BRITSCHÉ GEBIEDEN, KEIZER VAN INDIË :

Den Zeer Honorable Arthur James BALFOUR, O. M., M. P., Lord President van den Raad van State;

Den Zeer Honorable Baron LEE OF FAREHAM, G. B. E., K. C. B., Eersten Lord der Admiraliteit;

Den Zeer Honorable Sir AUCKLAND CAMPBELL GEDDES, K. C. B., Zijnen Buitengewonen en Gevolmachtigden Ambassadeur in de Vereenigde Staten van Amerika;

en voor het Dominion Canada :

Den Zeer Honorable Sir Robert LAIRD BORDEN, G. C. M. G., K. C. ;
voor den Statenbond Australië (Commonwealth of Australia) :

Den Zeer Honorable George FOSTER PEARCE, Senator, Minister van Binnenlandsche Zaken en van de Grondgebieden;

voor het Dominion Nieuw-Zeeland :

Den Honorable Sir John WILLIAM SALMOND, K. C., Rechter bij het Opperste Gerechtshof van Nieuw-Zeeland ;

voor de Zuid-Afrikaansche Unie :

Den Zeer Honorable Arthur James BALFOUR, O. M., M. P. ;

voor Indië :

Den Zeer Honorable Valingman SANKARANARAYANA SRINIVASA SASTRI, Lid van den Staatsraad van Indië.

DE PRESIDENT DER CHINEESCHE REPUBLIEK :

Den Heer Sao-Ke Alfred SZE, Buitengewonen Gezant en Gevolmachtigden Minister te Washington ;

Den Heer V. K. WELLINGTON KOO, Buitengewonen Gezant en Gevolmachtigden Minister te Londen ;

Den Heer CHONG-HUI WANG, oud-Minister van Justitie.

DE PRESIDENT DER FRANSCHER REPUBLIEK :

Den Heer Albert SARRAUT, Afgevaardigde, Minister van Koloniën ;

Den Heer Jules J. JUSSELAND, Buitengewonen en Gevolmachtigden Ambassadeur bij den President der Vereenigde Staten van Amerika, Groot Kruis der Nationale Orde van het Legioen van Eer

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ITALIË :

Den Honorable Carlo SCHANZER, Senator van het Koninkrijk ;

Den Honorable Vittorio Rolandi Ricci, Senator van het Koninkrijk, Zijnen Buitengewonen en Gevolmachtigden Ambassadeur te Washington ;

Den Honorable Luigi ALBERTINI, Senator van het Koninkrijk.

ZIJNE MAJESTEIT DE KEIZER VAN JAPAN :

Baron Tomosaburo KATO, Minister van Marine, Junii, lid van de Eerste Klasse der Keizerlijke Orde van het Groot Lint der Reizende Zon met de Bloem van Paulonia ;

Baron Kijuro SHIDEHARA, Zijnen Buitengewonen en Gevolmachtigden Ambassadeur te Washington, Joshii, Lid van de Eerste Klasse der Keizerlijke Orde van de Reizende Zon ;

Den Heer Masanao HANIHARA, Onder-Minister van Buitenlandsche Zaken, Jushii, Lid van de Tweede Klasse der Keizerlijke Orde van de Reizende Zon.

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, Haren Buitengewonen Gezant en Gevolmachtigden Minister ;

Jonkheer Willem HENDRIK DE BEAUFORT, Gevolmachtigd Minister, Zaakge-
lastigde te Washington ;

DE PRESIDENT DER PORTUGEESCHE REPUBLIEK :

Den Heer José FRANCISCO DE HORTA MACHADO DA FRANCA, Burggraaf d'Alte,
Buitengewonen Gezant en Gevolmachtigden Minister te Washington ;

Den Heer Ernesto JULIO DE CARVALHO E VASCONCELOS, Kapitein ter Zee,
Technisch Bestuurder van het Ministerie van Koloniën ;

welke, na hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten aan
elkander medegedeeld te hebben, aangaande de volgende beschikkingen
overeengekomen zijn :

ARTIKEL I.

De vertegenwoordigers der Verdragsluitende Mogendheden hebbende op
4 Februari 1922 te Washington het bij dit artikel gevoegde besluit aange-
nomen, hetwelk betrekking heeft op de herziening der Chineesche toltarie-
ven, in dien zin dat de voet der rechten gelijkgesteld zal worden met een
werkelijk bedrag van 5 t. h. *ad valorem*, zooals voorzien is in de tusschen
China en andere landen bestaande verdragen, verklaren de Verdragsluitende
Mogendheden gezegd besluit te bevestigen en verbinden zich de tarieven te
aanvaarden zooals deze vastgesteld zullen worden tengevolge der herzie-
ning. Gezegde tarieven zullen zoodra mogelijk in werking treden, echter
niet eerder dan twee maanden na hunne bekendmaking.

Bijvoegsel.

Ten einde aanvullende inkomsten in het leven te roepen bestemd om
tegenmoet te komen aan de behoeften der Chineesche Regeering, zijn de ter
Conferentie vertegenwoordigde Mogendheden, te weten : de Vereenigde
Staten van Amerika, België, het Britsche Rijk, China, Frankrijk, Italië,
Japan, Nederland en Portugal aangaande de volgende beschikkingen over-
eengekomen :

Het tarief der tolrechten bij den invoer in China, den 19^{de} December 1918
te Shanghai door de Commissie tot Herziening van het Tarief aangenomen,
zal onmiddellijk herzien worden in dien zin dat de voet der rechten gelijk-
gesteld zal worden met een werkelijk bedrag van 5 t. h. *ad valorem*, zooals
voorzien is in de verschillende handelsverdragen waarbij China partij is.

Eene Herzieningscommissie zal zoo spoedig mogelijk te Shanghai bijeen-
komen om deze herziening zonder verwijl uit te voeren volgens de alge-
meene lijnen van de laatste herziening.

Deze Commissie zal bestaan uit vertegenwoordigers der voornoemde
Mogendheden en uit vertegenwoordigers van alle andere Mogendheden
wenschende in deze Commissie te zetelen, wier Regeering thans erkend is
door de aan deze Conferentie deelnemende Mogendheden en wier verdragen

met China een in- en uitvoertarief voorzien van niet meer dan 5 t. h. *ad valorem*.

De herziening zal zoo spoedig mogelijk geschieden op zulke wijze dat zij afgevoerd zij binnen de vier maanden te rekenen van den dag waarop dit besluit aangenomen werd door de Conferentie van Washington.

Het herziene tarief zal zoo spoedig mogelijk in werking treden, echter niet eerder dan twee maanden na zijne bekendmaking door de Herzieningscommissie.

De Regeering der Vereenigde Staten, die deze Conferentie bijengeroepen heeft, wordt in deze hoedanigheid verzocht de termen van dit besluit onmiddellijk mede te deelen aan de Regeeringen der Mogendheden die, alhoewel op deze Conferentie niet vertegenwoordigd zijnde, deelgenomen hebben aan de herziening van het tarief van 1918.

ARTIKEL II.

Eene bijzondere Conferentie zal belast worden onmiddellijk de noodige maatregelen te nemen ten einde binnen den kortst mogelijken tijd de afschaffing van de likins voor te bereiden, alsmede de verwezenlijking der andere voorwaarden gesteld door artikel VIII van het verdrag tusschen Groot-Brittannië en China van 5 September 1902 en door de artikels IV en V van het verdrag van 8 October 1903 tusschen de Vereenigde Staten en China en door artikel I van het aanvullend verdrag van 8 October 1903 tusschen Japan en China, voor het heffen der in deze artikels voorziene supertaxen.

De bijzondere Conferentie zal bestaan uit vertegenwoordigers zoowel van de onderteekenende Mogendheden evenals van die Mogendheden welke, wenshende deel te nemen aan de werkzaamheden dezer Conferentie, tot dit Verdrag overeenkomstig de beschikkingen van artikel VIII tijdig genoeg zouden toetreden opdat hunne vertegenwoordigers in staat zouden zijn aan deze werkzaamheden deel te nemen. Zij zal in China bijeenkomen binnen de drie maanden na het in werking treden van dit Verdrag ter plaatse en op den datum die vastgesteld zullen worden door de Chineesche Regeering.

ARTIKEL III.

De in artikel II voorziene bijzondere Conferentie zal de voorloopige beschikkingen bestudeeren welke toegepast zullen worden tot aan de afschaffing der likins en de verwezenlijking der andere voorwaarden bepaald in artikel II; zij zal de heffing eener supertaxe op de aan rechten onderworpen invoeren toelaten. De Conferentie zal beslissen van welken datum af, voor welke doeleiden en onder welke voorwaarden deze supertaxe geheven zal worden.

De supertaxe zal vastgesteld worden op een eenvormigen voet van 2 1/2 t. h. *ad valorem*, behalve voor zekere luxe-artikelen, welke, naar de meening der bijzondere Conferentie een grootere verhooging zullen kunnen

verdragen zonder dat daardoor den handel ernstig benadeeld wordt. In dit laatste geval zal de surpertaxe verhoogd mogen worden zonder echter de 5 t. h. *ad valorem* te mogen overschrijden.

ARTIKEL IV.

De onmiddellijke herziening van het tarief der tolrechten bij den invoer in China, voorzien in artikel I, zal gevolgd worden door een nieuwe herziening die van kracht zal worden bij het verstrijken van een tijdverloop van 4 jaren te rekenen van de voltooiing der hierboven voorziene onmiddellijke herziening ten einde de zekerheid te hebben dat de tolrechten werkelijk overeenstemmen met de tarieven *ad valorem* bepaald door de in artikel II voorziene bijzondere Conferentie.

Na deze nieuwe herziening en met het hierboven omschreven doel, zullen alle zeven jaar periodieke herzieningen van het tarief der tolrechten op den invoer in China plaats hebben. Deze herzieningen zullen de tienjarige herzieningen vervangen, voorzien in de thans van kracht zijnde verdragen met China.

Ten einde vertragingen te voorkomen zullen de in dit artikel voorziene herzieningen geschieden volgens door de bijzondere Conferentie van artikel II te bepalen regels.

ARTIKEL V.

Voor alle aangelegenheden betreffende de tolrechten zal er volkomen gelijkheid van behandeling en van kansen zijn voor alle Verdragsluitende Mogendheden.

ARTIKEL VI.

Het beginsel van de eenvormigheid der tolrechten geheven aan al de land- of zeegrenzen van China wordt hierbij erkend. De in artikel II voorziene bijzondere Conferentie zal belast worden met het vaststellen der voor het in toepassing brengen van dit beginsel noodige beschikkingen. Zij zal zulke schikkingen mogen toelaten als zij billijk zal achten in gevallen waarin een af te schaffen voorkeursrecht was toegestaan in ruil van een plaatselijk economisch voordeel.

In den tusschentijd zullen alle verhoogingen van den voet der tolrechten of alle supertaxen opgelegd in uitvoering van dit Verdrag, geheven worden op een eenvormigen voet *ad valorem* van alle land- of zeegrenzen van China.

ARTIKEL VII.

Tot op den oogenblik waarop de maatregelen bedoeld bij artikel II in werking zullen getreden zijn, zal het tarief der doorvoervergunningen bepaald worden op 2 1/2 t. h. *ad valorem*.

ARTIKEL VIII.

De dit Verdrag niet onderteekenende Mogendheden, wier Regeering thans door de onderteekenende Mogendheden erkend is en wier thans van kracht zijnde verdragen met China een tarief bij den in- en den uitvoer van niet meer dan 5 t. h. *ad valorem* voorzien, zullen verzocht worden tot dit verdrag toe te treden.

De Regeering der Vereenigde Staten verbindt zich de te dien einde noodige mededeelingen te doen en de Regeeringen der Verdragsluitende Staten over de ontvangen antwoorden in te lichten. De toetreding der Mogendheden zal van kracht worden dadelijk na ontvangst van de dienaangaande door de Regeering der Vereenigde Staten gedane kennisgevingen.

ARTIKEL IX.

De beschikkingen van dit verdrag zullen de overhand hebben over alle hiermede in strijd zijnde beschikkingen van verdragen gesloten tusschen China en de Verdragsluitende Mogendheden, met uitzondering der beschikkingen die het voordeel der meestbegunstiging verleen.

ARTIKEL X.

Dit verdrag zal bekrachtigd worden door de Verdragsluitende Mogendheden overeenkomstig de grondwettelijke handelwijze waaraan zij respectievelijk gehouden zijn. Het zal van kracht worden op den datum van de nederlegging van al de bekrachtigingen, welke nederlegging zoo spoedig mogelijk te Washington zal geschieden. De Regeering der Vereenigde Staten zal aan de andere Verdragsluitende Staten een authentiek afschrift van het proces-verbaal van nederlegging der bekrachtigingen doen toekomen.

Dit verdrag waarvan de Fransche en Engelsche teksten rechtsgeldig zijn, zal in het archief van de Regeering der Vereenigde Staten bewaard blijven; authentieke afschriften ervan zullen door deze Regeering aan de andere Verdragsluitende Mogendheden toegezonden worden.

TER OORKONDE WAARVAN de bovengenoemde Gevolmachtigden dit Verdrag onderteekend hebben.

Gedaan te Washington den zesden Februari duizend negentien honderd twee en twintig.

Charles EVAN HUGHES	(L. s.)
Henry CABOT LODGE	(L. s.)
Oscar W. UNDERWOOD	(L. s.)
Elihu ROOT	(L. s.)
Baron DE CARTIER DE MARCHIENNE	(L. s.)

(L. S.)	Arthur James BALFOUR	
(L. S.)	LEE OF FAREHAM	
(L. S.)	A. C. GEDDES	
(L. S.)	R. L. CORDEN	
(L. S.)	G. F. PEARCE	
(L. S.)	John W. SALMOND	
(L. S.)	Arthur James BALFOUR	
(L. S.)	V. S. SRINIVASA SASTRI	
	Sao-Ke Alfred SZE	(L. S.)
	V. K. Wellington Koo	(L. S.)
	CHUNG-HUI WANG	(L. S.)
	A. SARBAUT	(L. S.)
	JUSSERAND	(L. S.)
	Carlo SCHANZER	(L. S.)
	V. Rolandi RICCI	(L. S.)
	Luigi ALBERTINI	(L. S.)
(L. S.)	T. KATO	
(L. S.)	K. SHIDEHARA	
(L. S.)	M. HANIHARA	
(L. S.)	BEELAERTS VAN BLOKLAND	
(L. S.)	W. DE BEAUFORT	
(L. S.)	ALTE	
(L. S.)	Ernesto DE VASCONCELLOS	

OVEREENKOMST

DE VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA, BELGIË, HET BRITSCH
RIJK, CHINA, FRANKRIJK, ITALIË, JAPAN, NEDERLAND EN POR-
TUGAL :

Wenschende eene politiek aan te nemen die van aard is de toestanden in
het Verre Oosten duurzaam te maken, de rechten en belangen van China te
beschermen en de betrekkingen tusschen China en de andere Mogendheden
op den grondslag van gelijke kansen te ontwikkelen;

Hebben besloten te dien einde een verdrag te sluiten en hebben tot hunne
respectieve gevolmachtigden benoemd :

DE PRESIDENT DER VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA :

Charles EVANS HUGHES,

Henry CABOT LODGE,

Oscar W. UNDERWOOD, Elihu Root, burgers der Vereenigde Staten;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Baron DE CARTIER DE MARCHIENNE, Commandeur der Leopoldorde en der
Kroonorde, Zijnen Buitengewonen en Gevolmachtigden Ambassadeur te
Washington;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN HET VEREENIGD KONINKRIJK
GROOT-BRITTANNIË EN IERLAND EN DER OVERZEEESCHE BRITSCH
GEBIEDEN, KEIZER VAN INDIË :

Den Zeer Honorable Arthur James BALFOUR, O. M., M. P., Lord Presi-
dent van den Raad van State;

Den Zeer Honorable Baron LEE OF FAREHAM, G. B. E., K. C. B., Eersten
Lord der Admiraliteit;

Den Zeer Honorable Sir AUCKLAND CAMPBELL GEDDES, K. C. B., Zijnen
Buitengewonen en Gevolmachtigden Ambassadeur in de Vereenigde Staten
van Amerika;

en voor het Dominion Canada :

Den Zeer Honorable Sir Robert LAIRD BORDEN, G. C. M. G., K. C.;
voor den Statenbond Australië (Commonwealth of Australia) :

Den Zeer Honorable George FOSTER PEARCE, Senator, Minister van Binnen-
landsche Zaken en van de Grondgebieden;

voor het Dominion Nieuw-Zeeland :

Den Honorable Sir John William SALMOND, K. C., Rechter bij het Opperste Gerechtshof van Nieuw-Zeeland ;

voor de Zuid-Afrikaansche Unie :

Den Zeer Honorable Arthur James BALFOUR, O. M., M. P. ;

voor Indië :

Den Zeer Honorable Valingman SANKARANARAYANA SRINIVASA SASTRI, Lid van den Staatsraad van Indië ;

DE PRESIDENT DER CHINEESCHE REPUBLIEK :

Den Heer Sao-Ke Alfred SZE, Buitengewonen Gezant en Gevolmachtigden Minister te Washington ;

Den Heer V. K. WELLINGTON KOO, Buitengewonen Gezant en Gevolmachtigden Minister te Londen ;

Den Heer CHUNG-HUI WANG, oud-Minister van Justitie ;

DE PRESIDENT DER FRANSCHER REPUBLIEK :

Den Heer Albert SARRAUT, Afgevaardigde, Minister van Koloniën ;

Den Heer Jules J. JUSSELAND, Buitengewonen en Gevolmachtigden Ambassadeur bij den President der Vereenigde Staten van Amerika, Groot Kruis der Nationale Orde van het Legioen van Eer ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ITALIË :

Den Honorable Carlo SCHANZER, Senator van het Koninkrijk ;

Den Honorable Vittorio Rolandi Ricci, Senator van het Koninkrijk, Zijnen Buitengewonen en Gevolmachtigden Ambassadeur te Washington ;

Den Honorable Luigi ALBERTINI, Senator van het Koninkrijk ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KEIZER VAN JAPAN :

Baron Tomosaburo KATO, Minister van Marine, Junii, Lid van de Eerste Klasse der Keizerlijke Orde van het Groot Lint der Reizende Zon met de Bloem van Paulonia ;

Baron Kijuro SHIDEHARA, Zijnen Buitengewonen en Gevolmachtigden Ambassadeur te Washington, Joshii, Lid van de Eerste Klasse der Keizerlijke Orde van de Reizende Zon ;

Den Heer Masanao HANIHARA, Onder-Minister van Buitenlandsche Zaken, Jushii, Lid van de Tweede Klasse der Keizerlijke Orde van de Reizende Zon ;

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, Haren Buitengewonen Gezant en Gevolmachtigden Minister ;

Jonkheer Willem Hendrik DE BEAUFORT, Gevolmachtigden Minister, Zaakgelastigde te Washington ;

DE PRESIDENT DER PORTUGEESCHE REPUBLIEK :

Den Heer José Francisco DE HORTA MACHADO DA FRANCA, Burggraaf d'Alto, Buitengewonen Gezant en Gevolmachtigden Minister te Washington ;

Den Heer Ernesto Julio DE CARVALHO E VASCONCELOS, Kapitein ter Zee, Technisch Bestuurder van het Ministerie van Koloniën ;

Welke, na hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten aan elkander medegedeeld te hebben, omtrent de volgende beschikkingen overeengekomen zijn :

ARTIKEL I.

De Verdragsluitende Mogendheden, behalve China, komen overeen :

1) de souvereiniteit en de onafhankelijkheid, alsmede de territoriale en bestuurlijke onschendbaarheid van China te eerbiedigen ;

2) aan China de volledigste en meest onbelemmerde gelegenheid te geven zich de blijvende voordeelen eener standvastige en krachtdadige regeering te verzekeren ;

3) hunnen invloed te gebruiken ten einde het beginsel der gelijke kans voor den handel en de nijverheid van alle volkeren op het geheele grondgebied van China op werkelijke wijze vast te stellen en te handhaven ;

4) zich er van te onthouden van de toestanden in China gebruik te maken om rechten of voordeelen na te jagen die zouden kunnen afbreuk doen aan de rechten der onderhoorigen van bevriende Staten ; zij zullen er zich eveneens van onthouden elke handeling te bevoordeelen die eene bedreiging zou uitmaken voor de veiligheid van gezegde bevriende Staten.

ARTIKEL II.

De Verdragsluitende Partijen komen overeen aan geen enkel verdrag, schikking, regeling of overeenstemming deel te nemen, gesloten hetzij onder elkander hetzij afzonderlijk of gezamenlijk met eene of meer Mogendheden, die zou afbreuk doen aan of in strijd zijn met de in artikel I vastgestelde beginselen.

ARTIKEL III.

Ten einde de beginselen van de open deur of der gelijke kans voor den handel en de nijverheid van alle volkeren in China, meer doelmatic toe te passen, komen de Verdragsluitende Mogendheden, behalve China, overeen niet te pogen, noch hunne onderhooringen te helpen in hun pogen om :

a) overeenkomsten te sluiten die er zouden toe strekken hun meer algemeene rechten dan aan anderen te verleenen, wat betreft de commercieele of economische ontwikkeling in een bepaalde streek van China ;

b) monopolieën of voorkeurbehandelingen te verkrijgen die van aard zouden zijn de onderhoorigen van andere mogendheden te berooven van het recht in China elke wettige handels- of nijverheidsonderneming te beginnen, of deel te nemen, hetzij met de Chineesche Regeering, hetzij met plaatselijke overheden, aan elke soort openbare ondernemingen; of monopolieën of voorkeurbehandelingen te verkrijgen die uit hoofde van hunne draagwijdte, hunnen duur of hunne geographische uitgestrektheid, van aard zouden zijn feitelijk eene schending uit te maken van het beginsel der gelijke kansen. Deze bepaling zal evenwel niet mogen uitgelegd worden alsof zij het verwerven van goederen of rechten zou verbieden die noodig zouden kunnen zijn hetzij voor de leiding van private handels-, nijverheids- of financiële ondernemingen, hetzij voor het bevorderen van uitvindingen en opzoekingen.

China gaat de verplichting aan zich door bovenvermelde beginselen te laten leiden wat betreft het gevolg dat dient gegeven aan de vragen tot het verkrijgen van economische rechten en voordeelen uitgaande van Regeeringen of onderhoorigen van alle vreemde landen, zij wezen al dan niet partijen bij deze overeenkomst.

ARTIKEL IV.

De Verdragsluitende Mogendheden komen overeen hunnen steun niet te verleen en aan overeenkomsten die tusschen hunne respectieve onderhoorigen zouden gesloten worden met het inzicht ten voordeele van deze laatsten invloedssferen tot stand te brengen of elkander in bepaalde streken van het Chineesche grondgebied uitsluitende voordeelen te verzekeren.

ARTIKEL V.

China verplicht zich op geenen enkelen Chineeschen spoorweg om het even welk onrechtvaardig onderscheid toe te passen of toe te laten. Er zal vooral geen rechtstreeksch of onrechtstreeksch onderscheid van eenigen aard mogen gemaakt worden in zake tarieven of vervoerfaciliteiten, dat gesteund is :

hetzij op de nationaliteit der reizigers ;

hetzij op het land van waar zij komen of waarheen zij zich begeven ;

hetzij op de herkomst der goederen, den aard der eigenaars of het land van herkomst of van bestemming der goederen ;

hetzij op de nationaliteit van het schip of op den persoon van den eigenaar van het schip of van elk ander vervoermiddel ten gebruike van reizigers of van goederen dat vóór of na dezer vervoer op een Chineeschen spoorweg gebruikt wordt.

Van hunnen kant gaan de andere Verdragsluitende Partijen eene soortgelijke verbintenis aan, betreffende de Chineesche spoorweglijnen waarover zijzelf of hunne onderhoorigen, krachtens eene vergunning, eene bijzondere overeenkomst, of eenig ander recht in staat zouden zijn toezicht uit te oefenen.

ARTIKEL VI.

De Verdragsluitende Mogendheden, behalve China, komen overeen gedurende de oorlogen waaraan China niet zou deelnemen de rechten van dit land, als onzijdige Mogendheid, volkomen te eerbiedigen; van den anderen kant verklaart China dat, in geval van onzijdigheid, de verplichtingen van een onzijdigen Staat zal nakomen.

ARTIKEL VII.

De Verdragsluitende Mogendheden komen overeen dat, ingeval zich een toestand voordoet die, naar de meening van eene of andere onder hen, de toepassing der bepalingen van dit Verdrag, of de bespreking dier toepassing wenschelijk zou maken, de Verdragsluitende Partijen waarvan sprake dienaangaande oprechte en volledige mededeelingen zouden uitwisselen.

ARTIKEL VIII.

De dit Verdrag niet onderteekenende Mogendheden, wier Regeering door de onderteekenende Mogendheden erkend werd en die door verdragen met China in betrekking staan, zullen uitgenoodigd worden tot dit verdrag toe te treden.

Te dien einde zal de Regeering der Vereenigde Staten aan de niet onderteekenende Mogendheden de noodige mededeelingen doen geworden; zij zal de ontvangen antwoorden aan de Verdragsluitende Mogendheden doen kennen. De toetreding van elke Mogendheid zal van kracht worden dadelijk na ontvangst van de dienaangaande door de Regeering der Vereenigde Staten gedane kennisgevingen.

ARTIKEL IX.

Dit Verdrag zal door de Verdragsluitende Mogendheden overeenkomstig hunne respectieve grondwettige gebruiken bekrachtigd worden. Het zal in werking treden op den datum van de nederlegging van al de bekrachtigingen, welke nederlegging zoo spoedig mogelijk te Washington zal geschieden. De Regeering der Vereenigde Staten zal aan de andere Verdragsluitende Mogendheden een authentiek afschrift van het proces-verbaal van nederlegging der bekrachtigingen doen toekomen.

Dit Verdrag, waarvan de Fransche en de Engelsche tekst rechtsgeldig zijn, zal in het archief der Regeering van de Vereenigde Staten bewaard blijven; authentieke afschriften ervan zullen door deze Regeering aan de andere Verdragsluitende Mogendheden toegezonden worden.

TER OORKONDE WAARVAN de voornoemde Gevolmachtigden dit Verdrag onderteeikend hebben.

Gedaan te Washington, den zesden Februari negentien honderd twee en twintig.

	Charles EVANS HUGHES	(L. S.)
	HENRY CABOT LODGE	(L. S.)
	OSCAR W. UNDERWOOD	(L. S.)
	ELIHU ROOT	(L. S.)
	BARON DE CARTIER DE MARCHIENNE	(L. S.)
	ARTHUR JAMES BALFOUR	(L. S.)
	LEE OF FAREHAM	(L. S.)
	A. C. GEDDES	(L. S.)
	R. L. BORDEN	(L. S.)
	G. F. PEARCE	(L. S.)
	JOHN W. SALMOND	(L. S.)
	ARTHUR JAMES BALFOUR	(L. S.)
	V. S. SRINIVASA SASTRI	(L. S.)
(L. S.)	Sao-Ke Alfred SZE	
(L. S.)	V. K. WELLINGTON KOO	
(L. S.)	CHUNG-HUI WANG	
(L. S.)	A. SARRAUT	
(L. S.)	JUSSERAND	
(L. S.)	Carlo SCHANZER	
(L. S.)	V. Rolandi RICCI	
(L. S.)	Luigi ALBERTINI	
	T. KATO	(L. S.)
	K. SHIDEHARA	(L. S.)
	M. HANIHARA	(L. S.)
	BEEBLAERTS VAN BLOKLAND	(L. S.)
	W. DE BEAUFORT	(L. S.)
	ALTE	(L. S.)
	Ernesto DE VASCONCELLOS	(L. S.)

